

Cher.e.s collègues,

Depuis quelques mois, le SE-Unsa a obtenu plusieurs avancées concernant les AESH.

Le SE-Unsa l'affirme et le revendique : les collègues AESH sont aujourd'hui indispensables au bon fonctionnement de l'Éducation Nationale et doivent, à ce titre, être considérés comme des personnels à part entière.

**Nous comptons donc sur vous, pour relayer auprès de nos collègues AESH, ces différentes informations et leur dire de ne pas hésiter à prendre contact avec notre section locale pour que nous puissions les accompagner.**

1) La retraite progressive = un complément de salaire intéressant !

De nombreux AESH, qui travaillent à temps incomplet, ne savent pas qu'accéder à la retraite progressive peut leur permettre un complément de rémunération.

Ainsi, par exemple, un AESH ayant un temps incomplet de quotité 60 % pourrait voir son salaire complété par une retraite progressive correspondant aux 40 % du temps non travaillé.

2) La prime REP et REP+ = une injustice réparée et rétroactive !

En 2023, le SE-Unsa a obtenu du Conseil d'État que l'indemnité REP et REP+ soit enfin versée aux AESH. En juillet dernier, le Conseil d'État a demandé à l'Éducation nationale de verser rétroactivement cette indemnité aux AESH, pour la période comprise entre le 1er septembre 2015 et le 31 décembre 2022.

On encourage, donc, les AESH, en éducation prioritaire, durant tout, ou partie, de cette période, à écrire au Recteur pour demander la mise en paiement de cette indemnité pour les périodes où ils exerçaient en éducation prioritaire.

3) Le remboursement à la PSC = à demander et un dispositif rétroactif !

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, l'Etat prend en charge une partie des cotisations de complémentaire santé de tous ses agents contractuels. Cette participation de 15 euros par mois, est remboursée à partir du moment où l'agent en fait la demande et à condition qu'il ait une complémentaire santé à ce moment-là.

Cela peut représenter un manque à gagner de 180€ par an soit plus de 500€ depuis 2022 !

Avant, la mise en place de la nouvelle PSC, il est encore temps que les AESH fassent la demande du remboursement de la PSC et en réclame la rétroactivité. Après, il sera trop tard !

4) Le congé de maladie ordinaire (CMO) = les mêmes droits que les titulaires !

Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2025, en cas de CMO, les AESH touchent 90% de leur rémunération les trois premiers mois, puis 50% les neuf mois suivants, cela dès qu'ils auront cumulé quatre mois de service.

5) La cédéisation = les contrats pour une vacance temporaire sont à présent comptabilisés !

Le 30 juillet 2025, le Conseil constitutionnel a censuré une disposition qui excluait certains types de CDD dans le calcul de l'ancienneté. Le calcul ne prenait en compte que les contrats répondant à un besoin permanent de l'administration et les contrats de remplacement d'agents absents. Les contrats conclus pour faire face à une vacance temporaire sont à présent comptabilisés. Pour rappel, les CDD dans l'enseignement privé sous contrat sont également pris en compte.